

# Archives des Assemblées nationales

Les archives des Assemblées nationales sont réparties dans trois services d'archives. Les procès-verbaux des commissions antérieures à 1958 et les dossiers des séances antérieures à 1974 ont été versés aux Archives nationales : Site de Paris pour la période antérieure à 1958, Site de Fontainebleau pour la période comprise entre 1958 et 1974.

Le service des archives de l'Assemblée conserve des archives législatives et administratives principalement pour la V<sup>e</sup> République, les procès-verbaux des séances depuis 1789, des fonds d'archives privées de députés et une collection des publications des Assemblées nationales depuis les origines.

## Fonds antérieurs à 1958

<b>Lieu de conservation</b>	Archives nationales (Sites de Paris).
<b>Modalité d'entrée</b>	Versements.
<b>Présentation du producteur</b>	Assemblées nationales s'étant succédé de la convocation des États Généraux à la fin de la IV <sup>e</sup> République.
<b>Cote</b>	C.
<b>Importance matérielle</b>	14 628 articles.
<b>Dates extrêmes</b>	1789-1958.
<b>Modalités de consultation</b>	Application de la loi sur les Archives.
<b>Niveau de description</b>	Dossier.
<b>Présentation du fonds</b>	Le fonds se compose des procès-verbaux des séances des Assemblées, de correspondance et pétitions, de documents produits par les Assemblées et ses commissions, d'imprimés destinés aux députés.
<b>Sources complémentaires</b>	Les Archives nationales, site de Paris, conservent d'autres sources sur les Assemblées nationales, comme par exemple : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les archives imprimées du pouvoir législatif de 1789 à 1947 (série AD XVIII).</li><li>- Les projets et propositions de lois intéressant le ministère de l'Intérieur (série F<sup>1a</sup>).</li><li>- Les Archives du service législatif auprès du secrétariat général du gouvernement puis du premier ministre (série F<sup>60</sup>).</li></ul>

Les fonds de l'Assemblée sont également à mettre en relation avec les archives du Sénat versées aux Archives nationales (site de Paris, série CC) ou conservées au Service des archives du Sénat.

Les fonds produits par les administrations locales versés aux archives territoriales présentent des documents relatifs aux actions de l'Assemblée et de ses membres en direction des étrangers et de l'immigration comme en témoignent les deux extraits qui suivent : « correspondance et rapports sur deux pétitions préparées par les fractions de l'émigration polonaise afin d'être présentées à l'ouverture de la session de la Chambre des députés en 1835 » (Archives départementales de Lot-et-Garonne, cote 4 M 18) ; « interventions d'Antoine Durafour à la Chambre des députés sur le chômage et les travailleurs étrangers » (Archives municipales de Saint-Étienne, cote 6 F 48).

Par ailleurs, les archives nationales (série AP) et plusieurs centres d'archives départementales (série J) conservent des fonds privés de députés qui apportent des éclairages sur l'action et le rôle des Assemblées relativement aux étrangers et à l'immigration. Plusieurs de ces fonds ont fait l'objet de notices dans *Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Génériques-Direction des Archives de France, 1999 et 2005, 4 volumes. Citons entre autres les fonds d'André Honnorat, député des Basses-Alpes (cote 50 AP), de Galandou Diouf, député du Sénégal (cote 110 AP), de Paul Painlevé, président de la Chambre en 1924 (cote 313 AP), de Jules Moch, député de la Drôme puis de l'Hérault (cote 484 AP), de Léon Baréty, député des Alpes-Maritimes (Archives départementales des Alpes-Maritimes, cote 10 J)...

### Instrument(s) de recherche

*Les Archives nationales. État général des fonds*, sous la direction de Jean Favier, t. II, 1789-1940, sous la direction de R. Mathieu, Paris, 1978, pp. 24-40, t. IV, *Fonds divers*, sous la direction de R. Marquant, Paris, 1980, pp. 407-408 et t. V, 1940-1958, sous la direction de Ch. Tourtier-Bonazzi, 1988, pp. 341-343. – *État des inventaires*, sous la direction de Jean Favier, t. II, Paris, 1985, pp. 32-38. – **C I à 14628**, **C\*I I à 780 et C\*II I à 1052**, *répertoire numérique imprimé*, par J. Charon-Bordas, Paris, Archives nationales, 1985. – **C 654 à 907**,

*Versement de la Chambre des députés de 1920, Papiers des assemblées de l'époque révolutionnaire et sessions (dossiers des séances) pour la période 1814-1870*, répertoire numérique détaillé manuscrit, par P. de Vaissière (1924), revu par J. Charon-Bordas (1975-1980), 374 p., 2 vol. – **C 929 à 942**, *Commissions d'enquêtes parlementaires pour la période 1832 à 1870 [...]*, inventaire semi-analytique dactylographié, par J. Charon-Bordas, 1983, 104 p. – **C 929 à 942**, *Comité national du centenaire de 1848, Procès-verbaux du gouvernement provisoire et de la commission du pouvoir exécutif (24 février-22 juin 1848)*, Paris, Imprimerie nationale, 1950. – **C 2025 à 2791**, *Versement de la Chambre des députés de 1920*, répertoire numérique manuscrit, par P. de Vaissière, 1924, 131 p. – **C 2737 à 2783**, *Mémoires et pétitions imprimés adressés à la Chambre des députés de 1815 à 1889*, inventaire analytique manuscrit, par G. Vilar, 1940, 268 p. en 2 volumes. – **C 2792 à 4443**, *Versement de la Chambre des députés de 1932*, inventaire semi-analytique manuscrit, par H. Patry (1938), revu et augmenté par J. Charon-Bordas (1975-1980). – **C 2818 à 2838**, *Commission d'enquête parlementaire après 1871 : [...] commission de révision des grades (1871-1872)*, inventaire semi-analytique dactylographié, par J. Charon-Bordas, 1988. – **C 3027 à 3077**, *Commission d'enquête parlementaire sur les marchés passés pendant la guerre de 1870 (1870-1875)*, répertoire numérique détaillé dactylographié, par M. du Pouget, revu par J. Charon-Bordas, 1987, 66 p. – **C 3103 à 3128**, *Commission des grâces de la Commune (1871-1876)*, index alphabétique des noms de personnes, par J. Charon-Bordas, 1981, 99 p. – **C 3018 à 3026 et C 3326 à 3375**, *Commission d'enquête chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (1872-1875) et commission d'enquête sur la situation des ouvriers en France (1884-1885)*, inventaire semi-analytique dactylographié, par J. Charon-Bordas, 1984, 50 p. – **C 5268 à 5674**, *Versements effectués par l'Assemblée nationale de 1947 à 1962, Sessions (1885-1902)*, inventaire semi-analytique, par S. Olivier, revu par J. Charon-Bordas. – **C 7255 à 8271**, *Versements de l'Assemblée nationale, Sessions et pétitions (1902-1919), comptabilité (1886-1920), lois et résolutions (1885-1919)*, répertoire numérique détaillé dactylographié, par S. Olivier, revu et augmenté par J. Charon-Bordas. – **C 7259A à 7275**, *Commission des associations et congrégations religieuses (1902-1905)*, inventaire semi-analytique dactylographié, par J. Charon-Bordas, 1985, 100 p. – **C 14629 à 15831**, *Versement de 1998*, répertoire numérique détaillé, par S. Jandin, M. Langlois, M. Sarter et H. Servant, sous la direction de P. René-Bazin, janvier 1999, non paginé (200 p.). – *Table alphabétique des impressions de l'Assemblée nationale consultative : sessions d'Alger (3 novembre 1943-25 juillet 1944) et de Paris (7 novembre 1944-3 août 1945)*.

## Sessions (1814-1958) : projets et propositions de lois, commissions

### Première Restauration : Chambre des députés (1814-1815)

- C 717**      **61.5.** [...] projet de loi et règlements, concernant les naturalisations, présentés à la Chambre le 31 août 1814, adoptés le 29 septembre suivant. Grandes lettres de naturalisation accordées par le roi à : André Masséna\*, duc de Rivoli, prince d'Essling, maréchal de France ; comte Verhuel\*, vice-amiral, premier inspecteur général de la Marine ; Jean André, comte Saur\*, ancien sénateur ; Charles-Joseph-Mathieu, comte Lambrechts\* ; Charles-Léopold, comte de Belderbusch\*, ancien sénateur ; Louis-Emmanuel, comte de Corvetto\*, conseiller d'État ; Pierre-Marie-Barthélemy, comte Ferino\*, lieutenant général des Armées (août-décembre 1814).
- 61.6.** [...] lettre du président de la Chambre des pairs, chancelier de France, au président de la Chambre des députés sur les naturalisations de militaires (25 septembre 1814).
- C 718**      **62H.** Adresses et pétitions : [...] adresse du premier régiment d'infanterie polonaise au service de la France aux membres de la Chambre des représentants (4 juillet 1815).

### Deuxième Restauration : Chambre des députés (1815-1830)

- C 719**      **63.1.** Pièces diverses : [...] grandes lettres de naturalisation pour Nicolas, comte de Loverdo\*, lieutenant général des armées du roi (9 novembre 1815).
- C 720**      **64.1.** Pièces diverses : [...] lettres de naturalisation accordée à Jean-Henri-Louis Greffulhe\*, ci-devant inspecteur des gardes nationales de Melun, né à Amsterdam, et à Emeric-Joseph, duc de Dalberg\*, ministre d'État, né à Mayence (19 novembre 1816).
- C 723**      **67.2.** Session de 1818, projets de loi proposés par le roi et adoptés par la Chambre : [...] sur la traite des Noirs (12-27 mars 1818).
- C 735**      **79.19.** Session de 1825, projet de loi sur les pensions des anciens sous-officiers et soldats du régiment des gardes suisses. 27 mars-15 avril 1825
- C 738**      **82.22.** Session de 1827, projet de loi relatif à la traite des Noirs. 26 janvier 1827
- C 741**      **85.9.** Session de 1828, projet de loi portant ratification des lettres de grande naturalisation obtenues par Louis-Aloys-Joachim-François-Xavier-Antoine, prince de Hohenlohe-Bartenstein\*, maréchal de France, et par Pierre d'Alcantara Charles-Marie d'Arenberg\*. 25 avril 1828

### Monarchie de Juillet : Chambre des députés (1830-1848)

- C 746** **90.76.** Deuxième session de 1830, projet de loi relatif à la traite des Noirs. 17 janvier-22 février 1831
- C 749** **93.32.** Session de 1831, crédits extraordinaires : [...] étrangers réfugiés (1831-1832). **93.36.** Session de 1831, projet de loi : [...] droits de sceau pour lettres de naturalité (12 février-11 avril 1832). **93.42.** Session de 1831, projet de loi : [...] étrangers réfugiés (mars-9 avril 1832).
- C 752** **102.12.** Session de 1831, proposition dont les bureaux de la Chambre des députés n'ont pas autorisé la lecture : projet de loi présenté par Lafayette, « tout Polonais réfugié par suite des derniers événements de Pologne jouira de tous les droits civils en France tant qu'il continuera d'y résider ». 14 décembre 1831
- C 753** **96.14.** Session de 1832 : lettres de grande naturalisation accordées à Antoine-Philippe-Fiacre-Ghislain de Vischer, comte de Celles\*, et à Charles-Frédéric, comte Reinhard\*, vérifiées et adoptées par la Chambre. 26 décembre 1832-18 février 1833
- C 755** **99.32.** Session de 1833, projet de loi : étrangers réfugiés. Mars-1<sup>er</sup> avril 1833
- C 756** **100.75.** Session de 1833, naturalité : délai accordé aux étrangers nés en France pour demander les lettres de naturalité. 11 février 1833
- C 760** **104.11.** Session de 1834, pièces diverses : lettres de grande naturalisation en faveur de Mathieu-Joseph-Bonaventure Orfila\*, né à Mahon, île de Minorque, doyen de la faculté de médecine de Paris, vérifiées par la Chambre. 15 février-17 avril 1834. **104.12.** Session de 1834 : lettres de grande naturalisation en faveur de Laurent-Vincent-Victor-Amédée-Frédéric-Eugène, comte Borgarelli d'Ison\*, colonel en expectative en retraite, né à Alexandrie (Italie), vérifiées par la Chambre. 25 janvier-17 avril 1834
- C 762** **106.28.** Session de 1834, projets de loi et rapports : [...] crédits extraordinaires et supplémentaires demandés pour les étrangers réfugiés. 1834. **106.37.** Session de 1834 : résidence des étrangers réfugiés. 18 février-2 avril 1834
- C 769** **113.67.** Session de 1835 : proposition d'Hébert, Schneider et autres sur la réclamation de la qualité de Français. 8 janvier 1836  
[NB : Hébert, représentant de l'Eure. – Schneider, élu de la Moselle.]
- C 776** **121.45.** Session de 1836 : projet de loi sur les étrangers réfugiés. 9-16 mars 1836
- C 777** **122.12.** Session de 1837 : traité qui autorise les officiers, sous-officiers et soldats de la Légion étrangère à passer au service d'Espagne. 28 juin 1837
- C 781** **126.63.** Session de 1837 : projet de loi relatif à la résidence des réfugiés étrangers. 16 mai-23 juin 1837
- C 787** **132.13 à 15.** Session de 1838 : vérification par la Chambre des lettres de grande naturalisation accordées au lieutenant général Théophile Voirol\*, né en Suisse, à Jean-Baptiste-Antoine-Hyacinthe Blondeau\*, doyen de la faculté de droit de Paris, né à Namur, et à Pellegrino-Louis-Édouard Rossi\*, membre de l'Institut, né à Carrare. 16 avril-19 juin 1838
- C 794** **145.61.** Session de 1838 : proposition de loi, dont la Chambre autorise la lecture, sur l'esclavage. 1838
- C 795** **146.15.** Session de 1839 : proposition de loi faite par les députés et reprise par la Chambre, sur la suppression de l'esclavage (proposition de Passy). 7 février 1839  
[NB : Passy, représentant de l'Eure (Louviers), séjourna quelques années en Louisiane et aux Antilles sous la Restauration.]
- C 796** **147.10.** Session de 1839 : lettres de grande naturalisation, vérifiées par la Chambre, accordées à Jacques-Joseph Ransonnet\*, capitaine de frégates, né en Belgique. 18 juin-22 juillet 1839

- C 800** **151.30.** Session de 1839 : [...] projet de loi relatif à la pension accordée à Mathews Harper, matelot anglais blessé dans la rencontre du steamer La Médée avec le brick Le Griffon. 22 juillet 1839. **151.34.** Session de 1839 : projet de loi sur la résidence des réfugiés étrangers. 6-19 juin 1839. **151.44.** Session de 1839 : proposition de Tracy sur l'esclavage. 1839  
[NB : Tracy, élu de l'Allier puis de l'Orne.]
- C 804** **155.18.** Session de 1840 : [...] projet de loi relatif à une chaire de langue slave au Collège de France. 19 avril-18 juin 1840
- C 808** **159.43.** Session de 1840 : projet de loi sur les réfugiés étrangers. 18 mai-18 juin 1840. **159.55.** Session de 1840 : esclavage (proposition de Tracy du 1<sup>er</sup> juin 1839) et procès-verbaux de la séance de la commission chargée d'examiner cette proposition. 10 juillet 1840
- C 817** **168.44.** Session de 1841 : projet de loi sur la résidence des réfugiés étrangers. 13-29 avril 1841
- C 830** **181.39.** Session de 1842 : projet de loi sur la résidence des réfugiés étrangers. 2 juin 1842
- C 840** **191.40.** Session de 1843 : projet de loi sur la résidence des réfugiés étrangers (loi du 27 juin 1843). 6 mai-6 juin 1843
- C 853** **204.41.** Session de 1844 : projet de loi sur la résidence des réfugiés étrangers. 19 juillet 1844
- C 854** **205.12.** Session de 1845 : lettres de grande naturalisation accordées à Charles-Joseph-Maurice-Hector de Perron\*, maréchal de camp, né à Turin. 2 juillet 1845. **205.13.** Session de 1845 : traité conclu avec la Grande-Bretagne, le 29 mai, ayant pour objet de substituer des dispositions nouvelles aux conventions relatives à la répression de la traite des Noirs. Novembre 1844-juillet 1845
- C 866** **217.36.** Session de 1845 : crédits supplémentaires et extraordinaires : introduction de travailleurs européens dans les Colonies. 1845
- C 869** **220.47.** Session de 1845 : projets de loi : [...] pension à la veuve de Demetri Capitanopoulo, capitaine d'un navire grec, tué accidentellement par un boulet parti de Marengo. Février-mars 1845. **220.48.** Session de 1845 : projet de loi sur les réfugiés politiques. Février-8 avril 1845. **220.49.** Session de 1845 : projet de loi sur le régime des esclaves dans les Colonies françaises. 19 avril-4 juin 1845
- C 886** **237.37.** Session de 1846 : projet de loi sur la résidence des réfugiés politiques (loi du 3 juillet 1846). Mars-3 juillet 1846
- C 902** **253.44.** Session de 1847 : projet de loi sur la résidence des réfugiés politiques (loi du 3 juillet 1846). 16 juillet 1846. **253.45.** Session de 1847 : projet de loi relatif au régime des esclaves dans les colonies françaises. 21 mai-21 juin 1847

#### **Deuxième République : Assemblée constituante (4 mai 1848-27 mai 1849)**

- C 922** **273.374.** Commission instituée pour préparer le règlement de l'indemnité due aux colons par suite de l'esclavage. 1845-1848
- C 924** **275.459.** Projet de décret sur la résidence des réfugiés politiques. 1848-1849
- C 929 à 942** Commission d'enquête sur les événements du 15 mai au 23 juin 1848. **931.1.** Affaires de Belgique : [...] registre d'inscription des membres composant l'Association générale des patriotes belges résidant à Paris. Mars-juillet 1848  
[**Procès-verbaux du gouvernement provisoire** : n°26, formation de la Légion polonaise, décret publié au *Moniteur* du 12 mars (18 mars) ; n°31, communication d'une lettre d'Abd el-Kader\*, détenu avec sa famille au fort Lamalgue, demandant l'exécution des engagements pris envers lui par le gouvernement déchu (23 mars) ; n°34, proposition de la citadelle de Blaye ou du château de Pau comme lieu d'internement d'Abd el-Kader\* et autorisation donnée par le Conseil au ministre de la Guerre de faire transférer Bou-Maza\* de l'hôpital de Brest au fort de Ham (26 mars) ; n°35, le ministre de la Justice fait un rapport sur la nécessité d'accorder des lettres de naturalisation à des citoyens qui ont rendu des services à la cause républicaine, décret publié au *Moniteur* du 30 mars (27 mars) ; n°37, le ministre de la Justice est provisoirement autorisé à

accorder la naturalisation à tous les étrangers qui la demandent et qui justifieront par actes officiels ou authentifiés qu'ils résident en France depuis cinq ans au moins (29 mars) ; n°41, la peine de mort prononcée contre Hamed Ben Saad est commuée en travaux forcés à perpétuité (3 avril) ; n°47, le ministre de la Justice est autorisé à délivrer gratuitement des lettres de naturalisation à titre de récompense nationale et le gouvernement provisoire place sous la sauvegarde des travailleurs français les travailleurs étrangers qu'emploie la France (8 avril) ; n°48, transfert d'Abd el-Kader\* à Pau (10 avril) ; n°50, le ministre de la Justice donne communication de la réponse de Lord Brougham\*, le Conseil décide que la naturalisation ne sera pas accordée (12 avril) ; n°60, naturalisations ; n°64, le ministre de la Marine présente un projet de décret sur l'abolition de l'esclavage (23 avril) ; n°69, décret sur l'abolition de l'esclavage publié au *Moniteur* du 2 mai (27 avril) ; n°77, facilités accordées aux étrangers domiciliés en France et placement des travailleurs étrangers en France sous la protection des travailleurs français (6 mai). – **Pièces annexes aux procès-verbaux du gouvernement provisoire** : circulaire du ministre de l'Intérieur sur les ouvriers étrangers, particulièrement des ouvriers belges qui quittent leur pays pour venir chercher du travail à Paris (14-18 mars) ; réfugiés carlistes espagnols exclus de l'amnistie de leur gouvernement (18 avril). – **Procès-verbaux de la commission du pouvoir exécutif** : n°15, communication par le ministre des Affaires étrangères de demandes de secours présentées par les réfugiés polonais (26 mai) ; n°22, le ministre de la Marine est autorisé à dissoudre la commission de l'esclavage dont les travaux sont terminés (2 juin) ; n°24, la commission s'entretient avec le ministre de la Marine sur la question de l'indemnité qui pourrait être la suite de l'abolition de l'esclavage (4 juin) ; n°27, la commission autorise le ministre de la Marine à ne pas dissoudre la commission de l'esclavage instituée par décret du 4 mars, car un arrêté du 16 mai avait porté qu'elle continuerait ses travaux « considérant que si l'esclavage était à jamais aboli, la commission de l'abolition de l'esclavage a néanmoins d'importantes affaires à traiter dans l'ordre économique » (7 juin) ; n°28 et 29, indemnité qui doit être accordée après l'abolition de l'esclavage (8-9 juin) ; n°34, Friedlander, consul de Mecklembourg-Schwerin à Alger (14 juin).]

### Deuxième République : Assemblée législative (28 mai 1849-2 décembre 1851)

- C 977**      **328.75.** Proposition du général Fabvier relative à la translation d'Abd el-Kader\* à Alexandrie (Égypte) ou à Saint-Jean-d'Acre. 1<sup>er</sup> juillet 1850  
[NB : général Fabvier, représentant de la Meurthe.]
- C 981**      **332.209 à 220.** Budget de 1850 : [...] École des langues orientales (Instruction publique). 1849-1850
- C 985**      **336.225 à 227.** Budget de 1852 : [...] secours aux réfugiés étrangers en France (Intérieur). 1850-1851
- C 988**      **339.291.** Mariages antérieurs à l'abolition de l'esclavage. 1849-1851
- C 991**      **342.521 à 540.** Projets de loi spéciaux (dépenses pour la Guerre) : [...] création d'un 4<sup>e</sup> bataillon de la Légion étrangère. 1849-1851
- C 994**      **345.786.** Proposition de proroger le délai accordé pour l'affranchissement des esclaves. Sd.  
**345.799 et 800.** État et séjour des étrangers en France. Sd
- C 996**      **347.956.** Proposition du général Grammont sur la Légion étrangère. 20 novembre 1849  
[NB : général Grammont, représentant de la Haute-Saône.]
- C 1002**     **353.1177.** Projet de loi sur la résidence en France des réfugiés politiques. Octobre 1849
- C 1003**     **354.1292 à 1295.** Projets de loi autorisant le président de la République à ratifier les conventions d'extradition passées entre la France et la Saxe (28 avril 1850), la France et l'Espagne (26 août 1850), la France et Hambourg (5 février 1848), la France et la Nouvelle-Grenade (9 avril 1850).  
**354.1296 à 1299.** Projets de loi sur les conventions littéraires entre la France et la Sardaigne (5 novembre 1850), la France et le Portugal (12 avril 1850), la France et la Grande-Bretagne (3 novembre 1851), la France et Hanovre (20 octobre 1851).

### Second Empire : corps législatif

- C 1054**     **405.** Session de 1857 : projet de loi relatif aux sociétés belges en France. 9 mai 1857
- C 1118**     **468.** Session de 1867 : projet de loi relatif à la naturalisation. 23 mai 1867
- C 1119**     **469.12 à 30.** Session de 1868 : [...] interpellation sur l'interdiction en France des journaux allemands et italiens. 1867-1868

- C 1138**      **488.95.** Session de 1870 : proposition de naturalisation des fils d'étrangers nés et résidant en France. 27 juillet 1870

### **Troisième République, Assemblée nationale (1871-1876)**

- C 2833**      **41.** Commission de révision des grades : infanterie (zouaves, tirailleurs et régiment étranger). 1871
- C 2837**      **45.** Commission de révision des grades : cavalerie (dragons, spahis et chasseurs d'Afrique). 1871
- C 2858**      **66.357.** Colonies : naturalisations et séjour des étrangers.
- C 3037**      **223.** Enquête sur les marchés passés pendant la guerre de 1870 : [...] lettre et billets du chef d'escadron de Fourvière, Farlatti, chef des guides de Garibaldi\*. 1870
- C 3040**      **234.** Enquête sur les marchés passés pendant la guerre de 1870 : [...] notes de la sous-commission du Génie et des baraquements sur l'état du camp de Billières réservé aux prisonniers de guerre contagieux et sur l'habillement du régiment de Hampshire. 1870-1871
- C 3101**      **309.1075 et 1076.** Étrangers : naturalisations.
- C 3103 à 3128**      Commission des grâces des condamnés de la Commune instituée le 10 juillet 1871.  
[Il existe un répertoire numérique nominatif des condamnés parmi lesquels figurent des étrangers (Polonais, Italiens...). Voir aussi les dossiers de grâces de la Commune versés aux Archives nationales, site de Paris, par le ministère de la Justice (BB24 724 à 871). Certains de ces dossiers ont été recensés dans : *Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées*, op. cit., tome 4, pp. 298-300.]

### **Troisième République, Chambre des députés (1876-1940)**

#### **1<sup>ère</sup> législature (1876-1877)**

- C 3162**      **370.433.** Naturalisations : modification de la loi.

#### **2<sup>e</sup> législature (1877-1881)**

- C 3278**      **486.1263.** Étrangers en France : modification de la loi de 1849.

#### **3<sup>e</sup> législature (1881-1885)**

- C 3325**      **593.1373 à 1379.** Étrangers en France : chômage des Français ; taxe sur les étrangers ; enfants d'un étranger et d'une Française ; procès-verbal de la commission ayant pour objet de modifier la loi sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France.

- C 3326 à 3373**      Enquête sur la situation des ouvriers en France, menée par la commission des quarante-quatre réunie sous la présidence d'Eugène Spuller : réponses au questionnaire comprenant 639 questions divisées en trois parties, industrie, commerce et agriculture (classement départemental). 1884-1885. **3326.** [...] proposition de F. Bernier de renvoyer dans leur pays les ouvriers étrangers se trouvant à Paris. 1884. **3328.** [...] plainte contre la main-d'œuvre étrangère. 1884  
[NB : Eugène Spuller, député de la Seine puis de la Côte-d'Or.]

- C 3384**      **592.1649 à 1651.** Naturalisations.

#### **4<sup>e</sup> législature (1885-1889)**

- C 5374**      **115.** Algérie : naturalisations.
- C 5404**      **1206 à 1211.** Étrangers : taxe de séjour ; emploi par les compagnies de construction maritime.
- C 5410**      **1514 et 1515.** Naturalisations.

5<sup>e</sup> législature (1889-1893)

**C 5486** 1562 à 1565. Espionnage. 1567 à 1573. Étrangers : conditions de séjour, en particulier des ouvriers ; procès-verbal de la commission.

6<sup>e</sup> législature (1893-1898)

**C 5565** 607 à 614. Code de procédure civile : [...] application aux étrangers.

**C 5594** 1861 à 1863. Espionnage. 1864 à 1876. Étrangers : protection du travail national, taxes, interdiction de remplir certains emplois.

**C 5601** 2602. Naturalisations.

**C 5613** 3323 à 3341. [...] **III.** Conventions et traités divers avec le Siam, la Belgique, l'Espagne, la Suisse, la Chine, le Guatemala, le Costa Rica, le Pérou et d'autres pays d'Amérique latine, convention de Berne pour la protection de la propriété littéraire et artistique.

7<sup>e</sup> législature (1898-1902)

**C 5617** 89 à 105. Algérie : [...] naturalisations.

**C 5619** 232. Armée, organisation : [...] zouaves et tirailleurs algériens.

**C 5621** 326 à 335. Armée coloniale : rattachement au ministère de la Guerre, recrutement et organisation.

**C 5659** 1714. Espionnage. 1715 à 1724. Étrangers : séjour, emploi des ouvriers étrangers, voyageurs de commerce.

8<sup>e</sup> législature (1902-1906)

**C 7258** 171 à 173. Armée coloniale.

**C 7266** Commission d'enquête des associations et des congrégations. **I.** Congrégations enseignantes d'hommes : [...] **24.** Bénédictins anglais de Douai, un établissement : demande en autorisation ; statut ; état des biens meubles et immeubles ; état des membres ; note de l'ambassadeur d'Angleterre en France et lettre au ministère des Affaires étrangères. 1902-1903

**C 7269** Commission d'enquête des associations et des congrégations. **II.** Congrégations " prédicantes " d'hommes : [...] **9.** Oblats du Sacré-Cœur de Saint-Quentin : [...] expulsion de quatre moines étrangers ; rapport du préfet de l'Aisne sur les missionnaires étrangers de cette congrégation. 1902

**C 7270** Commission d'enquête des associations et des congrégations. [...] **12.** Pères du Très Saint-Sacrement : [...] envoi par le ministre des Affaires étrangères d'une recommandation de l'ambassade d'Espagne en faveur de la Chapelle espagnole sise 23, avenue de Friedland à Paris, desservie par les Pères. 1902

**C 7271** Commission d'enquête des associations et des congrégations. [...] **15.** Oblats de Marie Immaculée de Paris : [...] recommandation du consul des États-Unis à Nice en faveur des oblats. **20.** Pères oblats de la Vierge Marie, à Nice (pères italiens) : demande en autorisation pour les deux établissements de Nice (Saint-Pons, maison mère, et rue de la Poissonnerie). **25.** Clercs réguliers de Saint-Paul, dits Barnabites de Paris : [...] recommandation de l'ambassadeur d'Italie. **26.** Passionnistes anglais : demande en autorisation pour l'établissement situé 50, avenue Hoche, à Paris. 1902

**C 7323** 1442 à 1449. Étrangers : protection du travail national ; extradition.

**C 7329** 2265 et 2266. Marseille : main-d'œuvre algérienne, hôpital colonial. **2309.** Nationalité.

**C 7331** 2544. Office colonial.

**9<sup>e</sup> législature (1906-1910)**

- C 7343** 256. Attentats anarchistes contre le roi et la reine d'Espagne.
- C 7398** 1385. Espionnage. **1388 et 1393.** Étrangers ; protection du travail national.
- C 7413** 2410 à 2448. Traités et conventions : [...] frontière franco-belge ; convention d'extradition avec l'Angleterre.

**10<sup>e</sup> législature (1910-1914)**

- C 7420** 253bis à 255. Armée coloniale.
- C 7442** 1464 à 1490. Domaine de l'État, cession aux communes et déclassement d'immeubles : [...] cimetière russe à Nice.
- C 7469** 1714. Espionnage.
- C 7477** 3075. Naturalisations.

**11<sup>e</sup> législature (1914-1919)**

- C 7488** 53. Actions en justice des sujets des puissances ennemies.
- C 7528** 933. Armée : documents sur l'armée anglaise.
- C 7537** 1459 à 1474. Armée coloniale : service des indigènes.
- C 7538** 1722 à 1950. Armée : [...] Légion étrangère.
- C 7542** 2048 à 2052. Biens des sujets des puissances ennemies : déclaration ; séquestre ; liquidation.
- C 7563** 2327. Budget (commission) : [...] troupes coloniales.
- C 7597** 2766. Budget (commission) : [...] voyage en France de souverains étrangers, loi du 28 novembre 1918.  
[Voir aussi **C 7772** : séjour en France du président des États-Unis.]
- C 7617** 3001. Budget (commission) : [...] troupes coloniales.
- C 7629** 3166, 3192 et 3201. Budget (commission) : rapports sur l'utilisation des prisonniers de guerre.
- C 7643** 3695 à 3787. Code civil : projet et proposition tendant à modifier des articles en matière d'option des fils d'étrangers.
- C 7681** 5212 et 5213. Commission centrale de contrôle : allocations aux réfugiés.
- C 7684** 5256. Commission centrale de contrôle : [...] 2<sup>e</sup> bureau, étrangers.
- C 7691** 5341. Commission centrale de contrôle : [...] direction des troupes coloniales.
- C 7693** 5389. Commission centrale de contrôle : [...] étrangers.
- C 7694** 5446. Commission centrale de contrôle : [...] travailleurs coloniaux.
- C 7698** 5516. Créances des Français sur des sujets ennemis.
- C 7718** 6301. Douanes (commission) : [...] main-d'œuvre agricole.
- C 7725** 6651 à 6655. Espionnage. **6668 à 6679.** Étrangers : police.

- C 7735** 7345. Main-d'œuvre étrangère.
- C 7740** 79. Marchés (commission) : [...] troupes coloniales.
- C 7762** 7587 à 7589. Nationalité. 7591 à 7610. Naturalisations : rapports de décrets ; naturalisation des Alsaciens-Lorrains et des Nord-Africains. 7612. Noms patronymiques d'origine étrangère.
- C 7765** 8083 à 8140. Pensions (commission) : [...] pensions à des militaires indigènes.
- C 7767** [...] prisonniers de guerre : solde, régime.
- C 7768** 8326. Qualification de Français : répression de l'usurpation.
- C 7771** 8505 à 8511. Règlement de la Chambre des députés : relations avec les sujets des puissances ennemies.
- C 7772** 8602. Séquestres.
- C 7773** 8674 à 8698. Traités et conventions : [...] éducation des Serbes en France.

**12<sup>e</sup> législature (1919-1924)**

- C 14737** Armée : [...] armée coloniale.
- C 14748** [...] étrangers.
- C 14754** [...] sépulture des soldats allemands.

**13<sup>e</sup> législature (1924-1928)**

- C 14861** [...] étrangers.

**14<sup>e</sup> législature (1928-1932)**

- C 14963** [...] espionnage ; étrangers.

**15<sup>e</sup> législature (1932-1936)**

- C 15118** [...] armée coloniale.
- C 15122** [...] cimetière canadien.
- C 15131** [...] espionnage ; étrangers ; extraditions.

**16<sup>e</sup> législature (1936-1942)**

- C 15212** [...] biens hongrois.
- C 15232** [...] Espagne (guerre civile) ; espionnage ; étrangers.
- C 15243** [...] réfugiés.

**Assemblée consultative provisoire (1943-1945)**

**Documents annexes aux procès-verbaux**

- C 15248** [...] Algérie : proposition de résolution présentée par Mohamed Bendjelloul tendant à inviter le gouvernement à faire représenter les musulmans algériens à l'Assemblée consultative provisoire par six délégués élus par les conseils généraux de l'Algérie (2<sup>e</sup> séance du 23 mars 1945, n°290) ; proposition de résolution présentée par José Aboulker tendant à inviter le gouvernement à assurer

la représentation de l'Algérie à l'Assemblée consultative provisoire par un nombre égal de représentants de chaque collège électoral français et musulman (28 juillet et 1<sup>er</sup> août 1945, n°576 et 600), résolution adoptée le 2 août 1945 (n°128).

[NB : Mohamed Bendjelloul, député de Constantine.]

**C 15249** [...] Armée : proposition de résolution présentée par Étienne Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le gouvernement à libérer rapidement les coloniaux, anciens prisonniers de guerre, et à les envoyer dans le Midi de la France en attendant leur embarquement dans leurs foyers (21 décembre 1944 et 20 février 1945, n°230 et 310), résolution adoptée le 6 mars 1945 (n°67). – Armée d'Italie (hommage à l') : proposition de résolution présentée par Arthur Giovoni tendant à rendre hommage aux troupes françaises d'Italie et invitant les autorités compétentes à porter secours à leurs familles en Afrique du Nord (19 mai 1944, n°102), résolution adoptée le 19 mai 1944 (n°98). – Associations : proposition de résolution présentée par Albert Bouzanquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de déclarer non applicable aux associations comprenant des protégés français les dispositions relatives aux associations étrangères (15 juin 1945, n°468).

[NB : Étienne Gagnaire, député du Rhône. Arthur Giovoni, député de Corse.]

**C 15252** [...] Colonies : proposition de résolution présentée par Claude Hettier de Boislambert et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux représentants de l'Indochine deux nouveaux sièges à l'Assemblée consultative provisoire (1<sup>er</sup> mars 1945, n°344), rapport fait par André Mutter (2<sup>e</sup> séance du 20 mars 1945, n°368), résolution adoptée le 27 juin 1945 (n°98). – Commissions : proposition de résolution présentée par Marc Rucart et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une inter-commission des Affaires musulmanes (26 juin 1944, n°113).

[NB : Claude Hettier de Boislambert, député de la Manche. André Mutter, député de l'Aube. Marc Rucart, député des Vosges.]

**C 15254** [...] Espagne : proposition de résolution présentée par Jacques Debu-Bridel et plusieurs de ses collègues (7 juin 1945, n°448), rapport fait par Debu-Bridel (14 juin 1945, n°464). – États-Unis d'Amérique : proposition de résolution présentée par René Ferrière et plusieurs de ses collègues tendant à rendre hommage, en ce jour de fête nationale américaine, aux combattants et au peuple des États-Unis (4 juillet 1944, n°122), résolution adoptée le 4 juillet 1944 (n°127). – Étrangers : proposition de résolution présentée par Madeleine Braun et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le gouvernement à prendre une ordonnance instituant un statut des immigrés (7 juin 1945, n°441) ; proposition de résolution présentée par Pierre Stibbe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le gouvernement à promulguer un texte ayant pour objet de donner un statut aux différentes catégories d'étrangers résidant en France à titre habituel, de faire naturaliser une partie de ces étrangers, de modifier et de coordonner la législation en vigueur (21 juin 1945, n°476) ; proposition de résolution présentée par Philippe Serre tendant à inviter le gouvernement à promulguer un texte ayant pour objet de définir le statut des étrangers (18 juillet 1945, n°534). – Immigration : proposition de résolution présentée par Robert Prigent tendant à inviter le gouvernement à créer un Conseil supérieur de l'immigration (21 mars 1945, n°375).

[NB : Madeleine Braun, député de la Seine. Philippe Serre, député de Meurthe-et-Moselle. Robert Prigent, député du Nord.]

#### **Première Assemblée nationale constituante (6 novembre 1945-10 juin 1946)**

**C 15301** Projets et propositions de lois et de résolutions : [...] nationalité française.

#### **Deuxième Assemblée nationale constituante (11 juin-27 novembre 1946)**

**C 15318** Projets et propositions de lois et de résolutions : [...] étrangers.

**C 15319** Projets et propositions de lois et de résolutions : [...] guerre 1939-1945 (cimetières militaires alliés, avoires allemands) ; Code de la nationalité française ; naturalisation des immigrés d'origine arménienne.

## Assemblée nationale (IV<sup>e</sup> République)

### 1<sup>re</sup> législature (28 novembre 1946-4 juillet 1951)

- C 15411 à 15433** Commissions d'enquêtes : procès-verbaux des séances et d'audition de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945. 1947-1951  
[Les travaux de cette commission sur les événements politiques, économiques, diplomatiques et militaires, ont donné lieu à une publication : *Rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1951.]
- C 15524** Projets et propositions de lois : [...] situation exacte des travailleurs nord-africains en France.
- C 15537** Projets et propositions de lois : [...] étrangers.
- C 15544** Projets et propositions de lois : [...] immigration.
- C 15555** Projets et propositions de lois : [...] nationalité française.
- C 15556** Projets et propositions de lois : [...] Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).
- C 15557** Projets et propositions de lois : [...] Organisation internationale des réfugiés (OIR).

### 2<sup>e</sup> législature (5 juillet 1951-1<sup>er</sup> décembre 1955)

- C 15650 à 15654** Commissions d'enquêtes : dossier d'enquête, correspondance et procès-verbaux des séances de commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises. 1945-1954
- C 15721** Projets et propositions de lois : [...] étrangers.
- C 15728** Projets et propositions de lois : [...] nationalité ; OFPRA.

### 3<sup>e</sup> législature (19 janvier 1956-8 décembre 1958)

- C 15809** Projets et propositions de lois : [...] étrangers.
- C 15819** Projets et propositions de lois : [...] réfugiés.

## Pétitions (1814-1958)

- C 2026 à 2049** Pétitions, classées par ordre alphabétique des pétitionnaires. 1814-1818  
**2028.** [...] pétition de Marie Bishop chargée en 1813 par de Blacas d'une mission en France au nom de Louis XVIII.  
**2037.** [...] pétition de Humphrey Edwards, importateur de machines à vapeur en France.  
**2042.** Pétition de Mme Miaczinski, veuve de Joseph Miaczinski\*, maréchal de camp des armées de la République.  
[NB : Le duc Pierre de Blacas d'Aulps suivit Louis XVIII en Angleterre et devint son ministre.]
- C 2053 à 2226** Pétitions, classées par ordre alphabétique des pétitionnaires. 1819-1848  
**2069.** [...] pétition de A. Aguado\* pour les fournitures militaires à l'Espagne. 1822  
**2199.** [...] n°61, pétition de Nicolano Stephanopoli de Comnène\*, adressant à la Chambre diverses brochures sur la liberté grecque. 1844  
**2215.** [...] n°191, pétition en faveur de la Pologne. 1846  
**2221.** [...] n°115, pétition de Chenguelidzeff, russe, sur un moteur de son invention. 1847  
**2225.** [...] n°93, pétition des habitants de divers départements sur l'abolition de l'esclavage. 1848  
**2231 et 2239.** [...] pétitions en faveur de la Pologne. 1848  
**2281 et 2282.** [...] pétitions sur la question romaine et sur la Belgique. 1848  
[Voir aussi les pétitions d'Hoéné Wronski\* (2162 et 2203) et de Bourbaki\* à Bordeaux.]
- C 2231 à 2286** Pétitions adressées à l'Assemblée constituante. 1848-1849  
**2257.** [...] adresse des républicains italiens Joseph Mazzini\*, François Restelli\* et autres. 1848

- C\* 2395 à 2406** Inventaire alphabétique des pétitionnaires. 1814-1818  
[Par exemple : **2395**. [...] Marie Bishop. **2401**. [...] Humphrey Edwards. **2403**. [...] Mme Miaczinski\*.]
- C\* 2407 à 24312** Répertoire des pétitionnaires des sessions. 1819-1851  
[**2408**. [...] A. Aguado\*. **2411**. [...] Absolonne et Spacher (héritiers) à Zémire Zanap, réfugiée égyptienne. **2425**. [...] Nicolano Stephanopoli de Comnène\*. **2428**. [...] Chenguelidzeff. **2429**. [...] abolition de l'esclavage.]
- C 7997** III<sup>e</sup> République. 11<sup>e</sup> législature (1914-1919). **1060**. Membres de l'Union fraternelle des gens de lettres de Russie à Paris : protestation contre la manière dont s'exerce la censure à l'égard des journaux russes paraissant à Paris.
- C 15104** III<sup>e</sup> République. 15<sup>e</sup> législature (1928-1932). Pétition du Comité d'amnistie et de défense des Indochinois et de la Ligue française pour la défense des droits de l'Homme et du citoyen pour l'amnistie des prisonniers politiques indochinois. 31 janvier 1934
- C 15483** IV<sup>e</sup> République, 1<sup>ère</sup> législature. Pétitions : dossiers de pétitions et de résolutions de particuliers, d'entreprises et d'association de travailleurs vietnamiens contre la guerre au Vietnam. 1946-1950

### Brochures, rapports, mémoires, pamphlets et imprimés divers destinés aux chambres

- C 2740** **56**. Esprit public : *Réflexions en quelques phrases prononcées à la chambre des députés au sujet des étrangers en France*, 1817, 6 p.  
**74**. *Pétition de Jurgen Samuel Schunemann à Bordeaux*, 1817, 3 p.  
[NB : Section des pétitions, À Monsieur le président de la Chambre des députés à Paris, Bordeaux, janvier 1817 (texte imprimé signé Jurgen Samuel Schunemann pour obtenir la nomination d'un ou deux membres de la Chambre de commerce chargés d'examiner « ses griefs en spoliation »).]
- C 2749** **114 et 115**. *Pétition de Douglas Loveday\* contre la conversion au catholicisme de ses nièces placées dans une maison d'éducation de Paris*, 1821, 20 et 57 p.  
[NB : Cette pétition a été présentée à la Chambre des députés et à la Chambre des pairs et publiée sous différentes éditions : *Pétition à la Chambre des pairs, par M. Douglas Loveday\*, anglais et protestant, se plaignant du rapt de séduction opéré sur ses deux filles et sur sa nièce dans une maison d'éducation où ils les avait placées à Paris, et où l'on a abusé de la crédulité de ces jeunes personnes, à l'aide de terreurs superstitieuses, d'obsessions et de faux miracles, pour les convertir subitement au catholicisme, en l'absence, à l'insu et contre le vœu de leurs parents*, Paris, imprimerie de Baudoin fils, 1821, 20 p. (1<sup>ère</sup> édition) et *Pétition à la Chambre des députés, par M. Douglas Loveday\*...*, Paris, Corréard, 1822, 21 p. (2<sup>e</sup> édition) ; *Pétition ampliative à la Chambre des députés, par Douglas Loveday\*, anglais et protestant, avec les pièces justificatives de son contenu et des observations additionnelles*, Paris, Baudoin frères, 1822, 57 p.]
- C 2756** **99**. Colonies : *Pétition sur le régime des esclaves dans les Antilles françaises*, 1829, 29 p.
- C 2758** **66**. Affaires étrangères : *Les Polonais dispersés en Europe*, Paris, 1831, 11 p.  
[NB : texte de Joachim Lelewel\*, Paris, imprimerie de Pinard, 1831.]
- C 2761** **71**. Affaires étrangères : *Manifeste du peuple polonais*, Paris, sd, 8 p.  
[NB : manifeste du peuple polonais sanctionné à la séance du 20 décembre 1830 par les deux Chambres de la Diète polonaise, Paris, imprimerie Giraudet, 1832.]  
**72**. Affaires étrangères : *La Nationalité polonaise détruite*, Paris, 1832, 48 p.  
[NB : Karol Boromeusz Aleksander Hoffmann, *La Nationalité polonaise détruite, lettre d'un Polonais adressée aux députés de la France*, Paris, H. Bossange, 1832.]  
**73**. Affaires étrangères : *Adresse des Polonais réfugiés en France*, Paris, 1832, 8 p.  
[NB : Joachim Lelewel\*, L. Chodzko\*, *Adresse des Polonais réfugiés en France à la Chambre des députés*, 24 novembre 1832, Paris, imprimerie de H. Fournier, 1832.]  
**74**. Affaires étrangères : *Pétition des réfugiés polonais en faveur des soldats laissés en Prusse*, Paris, 1833, 3 p.  
**75**. Affaires étrangères : *Pétition des réfugiés polonais*, Paris, 1833, 4 p.
- C 2762** **63**. Affaires étrangères : *Pétition des proscrits de la Pologne*, Havre de Grâce, 1834, 1 p.  
**64**. Affaires étrangères : *Le Comité national de l'émigration polonaise*, Paris, 1834, 1 p.
- C 2763** **53**. Affaires étrangères : *La Nouvelle Chambre et la cause polonaise*, Paris, sd, 7 p.  
[NB : Extrait du *Polonais*, 14<sup>e</sup> livraison, Paris, imprimerie de A. Pinard.]  
**54**. Affaires étrangères : Dwernicki\*, *Pétition en faveur des Polonais*, Paris, 1835, 6 p.

[NB : *Adresse du Comité polonais à la Chambre des députés*, avec des pièces justificatives (à propos du projet de prorogation de la loi du 11 avril 1832, signé par le président du Comité, Dwernicki\*, 25 janvier 1834), Paris, imprimerie de Pihan-Delaforest, sd.]

**55.** Affaires étrangères : *L'Ukase du 16 septembre 1834*, sl, sd, 15 p.

[NB : *L'Ukase du 16 septembre 1834, ou la prétendue amnistie russe*, extrait du *Polonais*, t. III, 18<sup>e</sup> livraison, Paris, imprimerie de A. Pinard.]

**83.** Beaux-arts, théâtres : Banderali\*, professeur de chant au Conservatoire, Paris, 1835, 10 p.

**127.** Colonies : *Prospectus de la Société pour l'abolition de l'esclavage*, Paris, 1834, 6 p.

[NB : La Société française pour l'abolition de l'esclavage, editrice du journal du même nom de 1835 à 1842, devenue ensuite *L'Abolitionniste français*, a publié plusieurs textes proposés à la discussion aux Chambres sur l'émancipation des esclaves, notamment celles d'Hippolyte-Philibert Passy et de Victor Schoelcher.]

- C 2764**    **29.** Affaires étrangères : *Les Polonais réfugiés aux Chambres françaises*, Paris, sd, 10 p.  
**118.** Colonies : *Société française pour l'abolition de l'esclavage*, sl, 1836, 4 p.
- C 2765**    **22.** Affaires étrangères : *Pétition des réfugiés polonais*, Paris, 1837, 4 p.  
[NB : Pétition au sujet d'une nouvelle mesure qui réduit d'un cinquième les subsides des réfugiés polonais (26 janvier 1837), Paris, imprimerie de Gosson, 1837.]  
**24.** Affaires étrangères : *Note d'un député polonais au sujet des subsides accordés aux réfugiés polonais*, Paris, 1837, 4p.
- C 2766**    **41.** Affaires étrangères : *Discussion sur les affaires de la Pologne*, Paris, 1838, 32 p.
- C 2767**    **31.** Armée et guerre : *Lettre du colonel Amoros\* sur le gymnase normal militaire*, Paris, 1838, 15 p.  
[NB : *Lettre du colonel Amoros sur le gymnase militaire normal, sur les contrariétés qu'il éprouve, et invitation pour que l'on vienne voir les établissements qu'il dirige*, Paris, imprimerie P. Dupont, 1838. Le colonel Amoros\* est aussi l'auteur d'une pétition présentée à la Chambre le 16 novembre 1831, d'un exposé fait à la Chambre des pairs en juin 1838 et de nombreux ouvrages et discours imprimés de 1814 à 1843.]  
**32.** Armée et guerre : *Représentation d'Amoros\* au ministère de la Guerre*, Paris, 1838, 7 p.  
[NB : texte sous-titré « au sujet de sa mise à la suite de l'état-major des places », Paris, P. Dupont, 1838.]  
**33.** Armée et guerre : *Sur la disgrâce de M. le colonel Amoros*, 1838, 4 p.  
[Paris, imprimerie de Mme Lacombe, 1838 (ce texte a été publié dans *La Sentinelle de l'Armée*, 24 mai 1838).]
- C 2768**    **116 à 118.** Colonies : Abolition de l'esclavage, 1838-1839.
- C 2769**    **39.** Affaires étrangères : *Quelques mots sur la question polonaise*, Paris, 1839, 4 p.  
**106 à 109.** Colonies : *Abolition de l'esclavage*, Paris, 1840.
- C 2771**    **38.** Affaires étrangères : *Quelques mots sur la question polonaise*, Paris, 1841, 4 p.
- C 2772**    **24.** Affaires étrangères : *Quelques mots sur la question polonaise*, Paris, 1843, 4 p.  
**25.** Affaires étrangères : Rybinski\*, *Pétition en faveur de la Pologne*, 1843, 4 p.  
[NB : Général Maciej Rybinski\*, *À Messieurs les députés de la France. Pétition en faveur...*, 14 janvier 1843, Paris, imprimerie de Schneider et Langrand, 1843.]
- C 2773**    **26.** Affaires étrangères : Rybinski\*, *Pétition en faveur du rétablissement de la Pologne*, Paris, 1844, 7 p.  
[NB : Général Maciej Rybinski\*, *À Messieurs les députés de la France. Pétition en faveur...*, 10 janvier 1844, Paris, imprimerie de Bourgogne et Martinet, sd.]
- C 2775**    **7.** Affaires étrangères : Rybinski\*, *Pétition au sujet de la question polonaise*, Paris, 1846, 3p.  
[NB : Général Maciej Rybinski\*, *À Messieurs les pairs et députés de la France. Pétition aux chambres françaises en faveur de la Pologne*, 4 janvier 1846, sl, texte imprimé. Rybinski\* est également l'auteur d'un *Exposé des motifs qui réclament le rétablissement de l'indépendance polonaise*, 8 janvier 1845, adressé aux pairs et députés (Paris, imprimerie de Maulde et Renou, sd).]
- C 2778**    **125.** Affaires étrangères : *La Démocratie européenne et la question polonaise*, Paris, sd, 8 p.  
[NB : texte imprimé par J. M., émigré polonais, Paris, imprimerie de Maulde et Renou, 1848.]  
**128.** Affaires étrangères : Adam Zoltowski\*, *Historique des événements de Posen*, Paris, sd, 15 p.  
[NB : texte publié en 1848 à l'imprimerie de L. Martinet, 1848.]
- C 2779**    **31.** Affaires étrangères : *Cracovie ou les derniers débris de la nationalité polonaise*, Paris, 1847, 48 p.  
[NB : texte imprimé à la Librairie sociétaire.]  
**67.** Affaires personnelles et diverses : N.-A. Kubalski\*, *Le Vétéran des vétérans sous les armes ou Vie de Golembiewski*, Paris, 1846, 11 p.  
[Paris, J. Ledoyen, 1846.]

## Procès-verbaux des commissions de l'Assemblée sous la V<sup>e</sup> République

<b>Lieu de conservation</b>	Service des archives de l'Assemblée nationale (Paris).
<b>Présentation du producteur</b>	Commissions de travail mises en place dans le cadre des différentes législatures de l'Assemblée nationale.
<b>Dates extrêmes</b>	Depuis 1958.
<b>Instrument(s) de recherche</b>	Comptes-rendus sommaires des travaux des commissions publiés dans les <i>Bulletins des commissions</i> , munis de tables annuelles et alphabétiques.
<b>Modalités de consultation</b>	Application de la loi sur les Archives.
<b>Niveau de description</b>	Dossier.
<b>Présentation du fonds</b>	Depuis la fin des années 1980, les travaux des commissions sont publiés dans leur quasi-intégralité dans les <i>Bulletins des commissions</i> . En revanche, dans la période précédente, seuls des résumés étaient imprimés. Par conséquent, les procès-verbaux originaux antérieurs à la fin des années 1980 se révèlent être une source plus précise que leur version imprimée.
<b>Intérêt du fonds</b>	Les procès-verbaux des commissions, en particulier de celle des affaires culturelles, familiales et sociales, constituent, pour la période 1958-1980, une source de renseignements sur l'histoire des étrangers sous la V <sup>e</sup> République : quelques dépouillements sont présentés ci-dessous pour les commissions des 2 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> législatures.
<b>Sources complémentaires</b>	Les archives nationales (série AP) et plusieurs centres d'archives départementales (série J) conservent des fonds privés de députés de la V <sup>e</sup> République : citons, par exemple, les fonds Eugène Claudius-Petit, député de la Loire (cote 538 AP), Jean-François Delahais, député de l'Isère (Archives départementales de l'Isère, cote 119 J), Virgile Barel et Fernand Icart, députés des Alpes-Maritimes (Archives départementales des Alpes-Maritimes, cotes 84 et 147 J)...
<b>Observations</b>	Les procès-verbaux des commissions, antérieurs à 1958, ont été versés aux Archives nationales et sont consultables aux Archives Nationales (Site de Paris). Ils ont également fait l'objet de publication dans les <i>Bulletins des Commissions</i> (cf. <i>infra</i> « Collections des documents imprimés par les Assemblées nationales »).

### 2<sup>e</sup> législature

Procès-verbaux de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales (avril-juin 1964).

« Séance du 3 juin 1964 : rapport de M. Laudrin sur le projet de loi (n°904) relatif au Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°11, 9 juin 1964, p. 199).

[Lecture du rapport par M. Laudrin qui insiste sur « l'importance de la main-d'œuvre étrangère », présente « le financement qui est envisagé en ce qui concerne le nouveau champ d'activité du Fonds d'action sociale », conclut à « l'adoption du projet » et propose à la commission « un amendement donnant une nouvelle rédaction de l'article 2 du projet qui supprime l'insertion de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant création d'un Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole dans le code la Sécurité sociale ». Intervention de M. Grenier qui « estime que le problème le plus important qui se pose aux étrangers est celui de l'habitat » et qui préconise « une meilleure utilisation des terrains vagues et notamment des terrains des anciennes fortifications et des remparts dans la région parisienne ». Intervention de M. Labéguerie qui souligne « le problème de l'immigration clandestine portugaise et les conditions dans lesquelles s'effectue le passage de la frontière franco-espagnole » et estime « nécessaire d'organiser un accueil des travailleurs étrangers à la frontière ». Intervention du président Guillon qui précise que « si le refoulement des immigrants clandestins a lieu en cas d'échec de leur tentative de passage, la régularisation de leur situation est plus facile en cas de réussite, les travailleurs étrangers trouvant aisément à s'embaucher dans les régions plus éloignées de la frontière ». Intervention de M. Perrin, sur la formation professionnelle des étrangers. Échange entre M. Sallenave et M. Laudrin au sujet de « l'investissement du 1% patronal dans le logement des employés sans distinction de nationalité ». Conclusion de M. Laudrin soulignant « l'ampleur du Fonds d'action sociale qui doit faire face à un flot continu d'immigration, dont une partie est clandestine » et adoption du projet à l'unanimité.]

Procès-verbaux de la commission de la Défense nationale et des Forces armées (avril-juin 1964).

« Réunion du 30 avril 1964 (PV n°39) » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°6, 5 mai 1964, pp. 101).

[Projet de loi (n°802) sur la prise en compte des services accomplis dans l'armée par des étrangers avant leur acquisition de la nationalité française : lecture du rapport de M. Bignon. Question de M. Le Theule sur le nombre de personnes concernées par la loi, et réponse de M. Hébert : « il n'atteindrait pas la centaine ».]

« Réunion du 4 juin 1964 (PV n°43) ».

[Questions diverses : M. Sanguinetti rapporte, après des contacts qu'il a eu avec les membres de l'ambassade de Grande-Bretagne, que « les Anglais souhaiteraient que l'on n'oublie pas, au moment de la commémoration de la guerre 1914-1918, que 700 000 d'entre eux sur le 1 000 000 qui ont été tués durant cette guerre sont enterrés en France [...] »]

« Réunion du 10 juin 1964 (PV n°44) ».

[Convention entre la France et le Danemark sur le service militaire des doubles nationaux : lecture et adoption du projet de loi de M. Buot (n°663)]

#### 4<sup>e</sup> législature

Procès-verbaux de la commission de la Défense nationale et des Forces armées (avril 1970).

« Séance du 16 avril 1970 : rapport de M. d'Aillières sur le service national des doubles nationaux et la convention entre la France et l'Espagne » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°4, 21 avril 1970, pp. 129-130).

[Examen, sur rapport de M. d'Aillières, du projet de loi (n°892) autorisant l'approbation de la Convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement espagnol relative au Service national des doubles nationaux, signée à Madrid. Cette convention avait déjà fait l'objet d'un examen de la part de la Commission des Affaires étrangères, le 9 avril 1970.]

Procès-verbaux de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République (juin 1970).

« Séance du 4 juin 1970 : audition de M. le secrétaire d'État au Logement Robert-André Vivien » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°11, 9 juin 1970, pp. 603-606).

[Séance du 4 juin 1970 : audition de M. le secrétaire d'État au Logement Robert-André Vivien. Le secrétaire d'État au Logement aborde la question du logement des immigrés, notamment africains (maliens, ivoiriens...), et les problèmes liés aux marchands de sommeil, aux bidonvilles (Champigny...) et logements insalubres... Monsieur Claudius-Petit interroge le secrétaire d'État sur « la situation du logement des migrants dans la France entière et plus singulièrement dans la région parisienne ». Il s'inquiète du fait que « certaines communes refusent systématiquement d'abriter un foyer-hôtel pour travailleurs vivant en célibataires et que leurs Offices HLM refusent systématiquement d'héberger toute famille nord-africaine et parfois même toute famille étrangère ». Il demande à ce que « l'égoïsme des communes de la région parisienne, surtout de celles qui forment la ceinture étroite de Paris soit brisé, car il n'est pas normal que Gennevilliers voit sa population devenir arabe à 40 % alors que telle autre commune, pas tellement éloignée, se trouve au contraire à l'abri de toute infiltration. » Il rappelle enfin qu'il « existe cependant un texte qui fait obligation aux offices d'HLM d'affecter un certain pourcentage de leurs logements à l'hébergement des familles étrangères ». Le secrétaire d'État approuve les observations de M. Claudius-Petit et se déclare « horrifié de ce que peuvent me dire certains maires, pour lesquels le fait d'avoir un travailleur nord-africain ou portugais dans leur HLM est inconcevable. » Il observe que « dans de nombreux cas, ce n'est pas leur fait, mais cela résulte de la pression de la population ».]

« Séance du 30 juin 1970 : examen du rapport de M. Alain Terrenoire sur la proposition (n°54) de M. Xavier Deniau portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue... » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des Commissions*, n°14, 30 juin 1970, pp. 811-812).

[Exposé du rapport puis échange de vues, notamment sur l'application aux habitants du Val d'Aoste, de l'Ile Maurice, des pays d'Afrique du Nord, de la Suisse et de la Belgique. La proposition prévoit trois catégories de personnes pouvant être considérées comme appartenant à l'entité culturelle et linguistique française : les ressortissants étrangers de tout État ou territoire dont la langue française constitue ou a constitué la langue officielle ; les ressortissants qui comptent un Français parmi leurs ascendants, en ligne directe ; les ressortissants qui bénéficient du régime de la capitulation à la date du 1<sup>er</sup> août 1914. Le statut de privilégié prévu par ce texte est constitué par : une immatriculation spéciale effectuée par le ministre du Travail dès l'arrivée sur le territoire français ; l'obtention d'une carte de résident privilégié.]

Procès-verbaux de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (juin 1970).

« Séance du 9 avril 1970 : audition de M. Fontanet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population et de M. Philippe Dechertre, secrétaire d'État » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°3, 14 avril 1970, pp. 70-80).

[Cette audition comporte plusieurs paragraphes sur l'immigration (formation, naturalisation...)]

« Séance du 23 avril 1970 : audition sur le quart-monde et le phénomène des bidonvilles : M. l'abbé Joseph Wresinski, responsable de l'œuvre Aide à toute détresse, accompagné de Mlle de Voos Van Steenwijk, directrice de l'Institut de recherches sociales » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°5, 28 avril 1970).

[Cette audition concerne notamment les travailleurs étrangers et leurs familles, ou les populations nomades.]

« Séance du 30 avril 1970 : audition de M. Robert-André Vivien, secrétaire d'État au Logement sur les aspects sociaux du logement dans les options du VI<sup>e</sup> plan » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°6, 5 mai 1970).

[L'audition et les questions contiennent plusieurs paragraphes sur les difficultés rencontrées dans leur vie quotidienne par les travailleurs étrangers, surtout en matière de logement (foyers Sonacotra, meublés vétustes, bidonvilles...). Cette question est surtout évoquée pour trois régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (incendies de bidonvilles à Nice, problème de logement des immigrés travaillant à l'installation de zones industrielles dans les Alpes-Maritimes), Nord-Pas-de-Calais (courées) et région parisienne où « 99,8% des personnes habitant en bidonvilles sont étrangères »...]

« Séance du 18 juin 1970 : rapport de M. Pierre Bas sur la proposition de loi (n°849) de Jean-Paul Palewski tendant à faciliter l'exercice des professions libérales aux réfugiés et apatrides » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°13, 23 juin 1970, pp. 688-689).

« Séance du 15 décembre 1970 : examen du projet de loi n° 1501 modifiant l'article 64 du livre II du Code du Travail et abrogeant les articles 64 C et 64 D du même livre » (résumé de la séance imprimé dans le *Bulletin des commissions*, n°25, 22 décembre 1970, pp. 1606-1607).

[L'examen du projet de loi, « ayant pour but d'améliorer le contrôle des travailleurs étrangers sur le marché national de l'emploi », fait l'objet d'un échange entre M. Delong, rapporteur, et les membres de la commission sur la limitation des transferts des salaires dans le pays d'origine, sur le contrôle médical et sur la création d'un « statut des travailleurs immigrants au niveau européen »...]

## Collection des documents imprimés par les Assemblées nationales

<b>Lieu de conservation</b>	Service des archives de l'Assemblée nationale (Paris). Signalons que Plusieurs de ces publications sont également disponibles, en partie, dans d'autres centres de conservation du Patrimoine : Bibliothèque de la direction des Journaux officiels, Bibliothèque nationale de France, Archives nationales...
<b>Présentation du producteur</b>	Assemblées nationales.
<b>Dates extrêmes</b>	Depuis 1789.
<b>Instrument(s) de recherche</b>	Tables annuelles et alphabétiques.
<b>Modalités de consultation</b>	Libre.
<b>Niveau de description</b>	Dossier.
<b>Présentation du fonds</b>	Collection d'imprimés constituée par le <i>Moniteur</i> , le <i>Bulletin des lois</i> et le <i>Journal officiel</i> , les <i>Débats</i> , <i>Procès-verbaux</i> puis <i>Comptes rendus des séances</i> depuis 1789, les <i>Documents parlementaires</i> depuis 1789, les <i>Feuilletons des séances</i> , depuis 1849, les <i>Bulletins des commissions</i> ...

### Intérêt du fonds

Dans le *Journal officiel*, la série des « Lois et décrets » consigne les lois sur l'immigration et le statut des étrangers, les décrets de naturalisations et réintégrations, les demandes de changements de noms ainsi que les déclarations d'associations. Selon les périodes, la série « Lois et décrets » a également publié les tableaux d'activités des bureaux de placement de la main-d'œuvre étrangère, les listes de décorations de militaires de la Légion étrangère et des troupes coloniales, l'exequatur des consuls étrangers et les décisions judiciaires de séquestre de biens de « ressortissants de puissances ennemies ». Dans la collection des « Débats parlementaires », le lecteur trouvera des questions, débats et réponses formulés à la chambre sur l'immigration ou les étrangers en France

Les *Bulletins des commissions* constituent également une source précieuse de renseignements sur les étrangers, particulièrement pour les commissions des Affaires étrangères, de la Prévoyance sociale, du Travail, de l'Agriculture, de l'Intérieur, de l'Armée (signalons que plusieurs de ces commissions ont changé de dénomination au fil des législatures et que de nouvelles commissions ont vu le jour, comme celle de la Coordination des affaires musulmanes). Les *Bulletins imprimés*, munis de tables, contiennent un résumé des séances ; ils permettent de localiser les séances relatives aux étrangers, dont les procès-verbaux sont conservés dans leur intégralité aux Archives nationales (procès-verbaux antérieurs à 1958 versés en Série C) et au Service des Archives de l'Assemblée (procès-verbaux postérieurs à 1958). Par exemple, le *Bulletin des commissions* du 1<sup>er</sup> janvier 1939 au 25 avril 1940 (t. IV, 2<sup>e</sup> partie, n°61 à 93, Paris, Imprimerie nationale, 1946) présente, entre autres, les procès-verbaux suivants :

- n°61, commission de la Législation civile et criminelle, présidée par Albert Sérol, député de la Loire, proposition de loi de Jean Niel, député de l'Aveyron, sur la francisation des noms patronymiques des naturalisés (1<sup>er</sup> septembre 1939) ;
- n°63, commission de l'Agriculture présidée par Renaud Jean, député de Lot-et-Garonne, propositions de loi d'Arthur Chaussy, député de Seine-et-Marne, sur la protection de la main-d'œuvre nationale, et de Paul Lambin, député de l'Aisne, ayant pour objet d'accorder la priorité à la main-d'œuvre française sur la main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture (24 janvier 1939) ;
- n°65, commission des Finances, présidée par Sabinus Valière, député de la Haute-Vienne, proposition de loi portant régularisation des crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1938, avec observations de Joseph Denais, député de la Seine, et de Jean de Tinguy du Pouët, député de la Vendée, sur l'institution d'une taxe sur les travailleurs étrangers destinée à alimenter le fonds national du chômage et de contribuer aux charges militaires de la France (7 février 1939) ;
- n°65, commission de la Législation civile et criminelle, ratification des décrets du 2 mai et du 17 juin 1938 sur la police des étrangers (7 février 1939) ;
- n°66, commission de la Santé publique, présidée par Louis Gardiol, député des Basses-Alpes, audition de Marc Rucart, ministre de la Santé publique, relatant le voyage qu'il a entrepris à la frontière franco-espagnole en compagnie d'Albert Sarraut et informant sur le dispositif sanitaire destiné à faire face à l'afflux des réfugiés et des miliciens espagnols (14 février 1939) ;
- n°67, commission des Affaires étrangères, présidée par Jean Mistler, député de l'Aude, rapport donnant le nombre de réfugiés et de miliciens espagnols en France (21 février 1939) ;
- n°67, commission de la Santé publique, compte rendu, par Amédée Guy, député de la Haute-Savoie, du voyage de la délégation chargée d'enquêter à la frontière espagnole sur les mesures sanitaires prises dans les installations réservées aux blessés et aux réfugiés espagnols (21 février).